

Collectif RésisteR

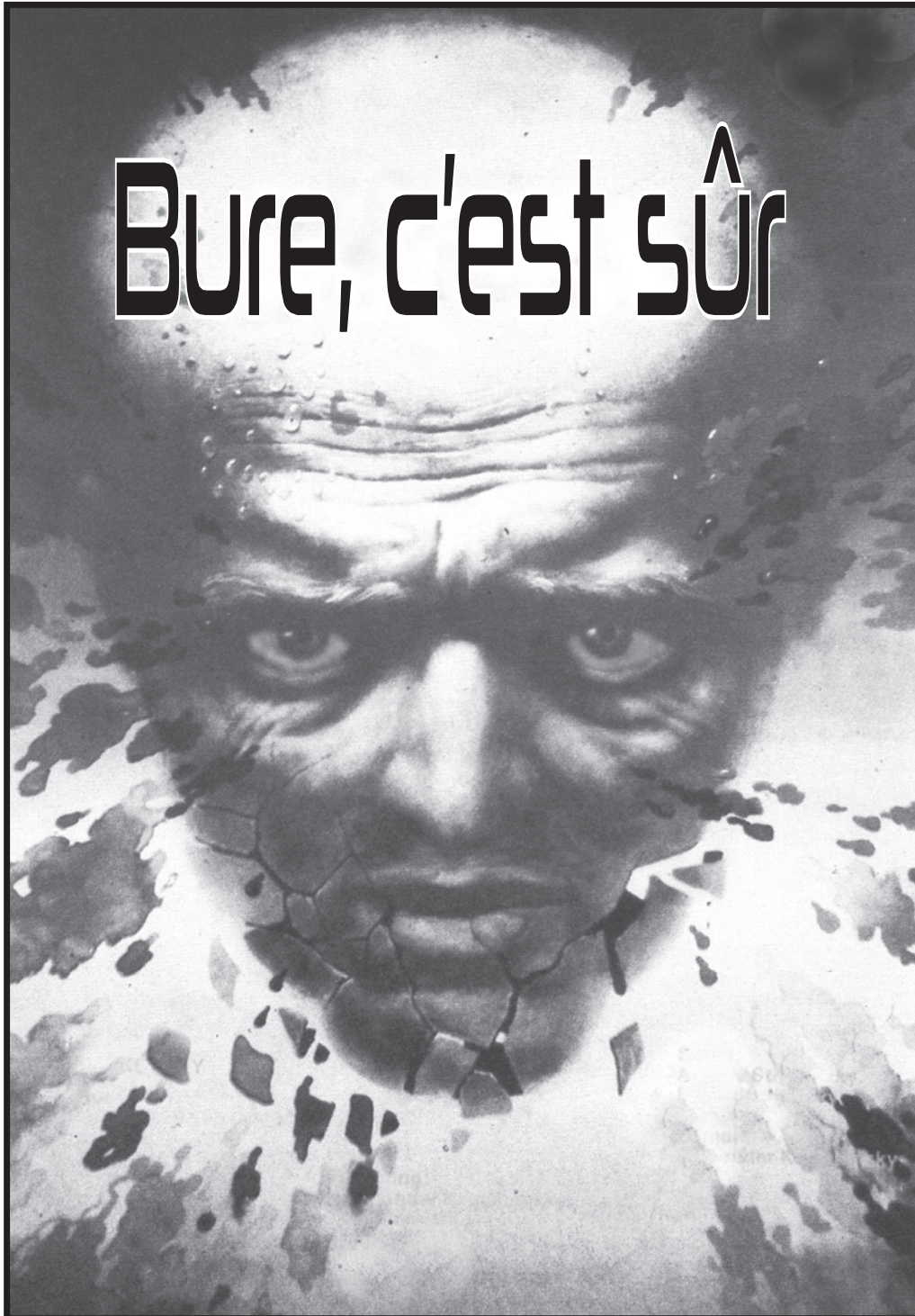
S'informer, s'organiser, agir !
La lutte continue !



RésisteR!

#36 - juin 2015

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation



CINE

PAGE 5

CYNIQUE

PAGE 6

ÇA DICTE

PAGE 7

Participation

La participation est librement fixée par le lecteur. Le prix de revient de ce numéro est de 0,50 €

Bure, c'est sûr



Dès les premières prospections en Meuse et en Haute-Marne début des années 1990, on pouvait prédire que cette affaire allait mal tourner. Quelle affaire ? Celle d'enfouir les déchets hautement radioactifs.

Aussi, depuis ces années-là où l'ANDRA (Agence Nationale pour la Gestion des déchets radioactifs) ne parlait que d'installer un "laboratoire", des associations, des individus, des élus et des groupes informels luttent contre ce projet qui à leurs oreilles n'a jamais résonné que comme une arnaque monumentale :

« Oui, on va polluer votre territoire... mais voyons, c'est pour la bonne cause, et puis, on a pas vraiment d'autres solutions... »

Alors, face à leur ambition d'enfouir des déchets radioactif à 500 mètres de profondeur, il faut en face une grande détermination pour voir clair en leur jeu : débat public bidon, aucune démocratie dans les prises de décision, arrosage grossier d'argent pour une région qu'ils souhaitent condamner,...

La détermination, qu'elle vienne des habitants, des paysans, de quelques élus ou de lambdas passant par la Meuse et trouvant ce projet inacceptable, a connu des hauts et des bats, comme toutes choses.

Des associations sont toujours sur le terrain pour faire de l'information et suivre les magouilles de l'ANDRA et des élus achetés. La volonté s'est fait ressentir de redonner un coup d'énergie à ce mouvement. L'on ressent que certains habitants attendent des dits "opposants" une révolution pour mettre l'ANDRA et tout ce qu'elle représente une bonne fois pour toute à la porte. Et nous avons bon espoir, car ici, autour de Bure, si certains ont cru au départ que la compensation économique allait relever le département, ils commencent à comprendre que la promesse s'éloigne de plus en plus de la réalité.

Il y a beaucoup à dire sur ce sujet...

Une chose est certaine, c'est que l'on peut encore empêcher le pire de se produire en se mobilisant massivement le 7 juin, mais aussi tous les autres jours de l'année.

Rien n'est encore fait à Bure, et il y a déjà assez de régions condamnées par le nucléaire en France pour ne pas sacrifier une nouvelle uniquement pour satisfaire leurs intérêts capitalistes.

Et puis, le nucléaire va mal. Ne feraient-ils pas mieux de se regarder dans un miroir, et d'essayer de nous sortir de ce système polluant et inhumain dans lequel l'État persévère pour des raisons bien plus géopolitiques que de soit disant services à ses braves citoyens ?

Comme dans chaque lutte qu'il faut mener contre les inégalités (sociales, économiques, environnementales,...) il est important de se retrouver, de se connaître, de se sentir nombreux et de revendiquer notre droit à dire non quand ce que nous imposent les élus et entreprises va contre les valeurs humanistes et le bien vivre commun.

Ce sont pour toutes ces raisons, et pour faire circuler l'information sur ce projet, que s'organise le 7 juin ce rassemblement appelé 100 000 pas à Bure. Le matin 4 circuits de randonnées sont prévus, et convergeront vers le "laboratoire" de l'ANDRA. Dès midi, devant le laboratoire, des stands d'infos, de la petite restauration, des temps d'information,... et une chaîne humaine prévue à 15h pour "encercler" le laboratoire.

Dire non à ce projet d'enfouissement (appelé Cigéo) c'est faire respecter notre droit de vivre sur une terre saine, et lutter contre ces prises de décisions complètement imposés, et ce, dans l'unique intérêt de la minorité de nos décisionnaires.

R



ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS NUCLÉAIRES

Bure : le trou puant du capitalisme

Bure est le pire des pires de tous les projets dégueulasses. Voilà pourquoi il faut absolument se mobiliser cet été. Il n'y a pas encore un seul gramme de déchet à Bure. On peut encore tout stopper

Le nucléaire a été imposé au monde entier sans se soucier ni des conséquences sanitaires inéluctables ni du devenir des déchets mortels qu'il allait produire.

Les capitalistes avaient besoin de profits, d'énergie et de bombes pour leurs sales guerres économiques.

Rien à foutre des conséquences !

Dans ce système que nous subissons toujours, c'est le marché qui fait la loi.

À l'époque (années 70), les pauvres écolos qui posaient les bonnes questions étaient traînés dans la boue, ridiculisés, traités par les médias et les pouvoirs publics de passésistes bornés.

Quarante ans après, on ne sait toujours pas prévenir les catastrophes et on ne sait toujours pas gérer les déchets ni démanteler les centrales.

C'est bien pourquoi il faut d'extrême urgence arrêter le nucléaire !

1- Plus le temps passe, plus nous sommes sous l'épée de Damoclès de catastrophes redoutables.

2- Quelles que soient les solutions que nous trouverons pour nous protéger sérieusement des déchets radioactifs, pour démanteler ou surveiller les installations existantes, pour dépolluer les morceaux de planète contaminés, ces solutions seront ruineuses en énergie humaine, scientifique, économique et vont peser sur l'avenir de l'humanité pour des générations et des générations.

Mais une fois que l'on a dit cela et que l'on se bat de toutes nos forces pour l'arrêt du nucléaire, on sait très bien qu'il va nous rester les déchets existants.

Et c'est là que Bure se révèle comme la pire des monstruosité !

MONSTRUOSITÉ MORALE

Ajoutant la bêtise à la bêtise, un gamin qui cache sous le tapis les restes du vase qu'il a

cassé, ce n'est pas grave.

Mais enterrer un poison mortel quand on s'aperçoit de l'erreur gravissime qu'on a commise, là on touche à l'inconscience et à l'immoralité les plus absolues.

Les déchets nucléaires existants, il faut s'en occuper, pas les enfouir !

Faute de quoi la perte de maîtrise nous place, nous et nos descendants, devant un fait accompli absolument ahurissant : devoir espérer que la barrière géologique tienne. Sans rien, absolument rien pouvoir faire pour se protéger en cas de défaillance.

Or cette défaillance est presque inéluctable compte tenu des échecs cuisants des seules expériences connues en la matière (WIPP aux États-Unis, Asse en Allemagne, site d'enfouissement de déchets toxiques à Wittelsheim en Alsace abandonné suite à un incendie) et des mensonges répétés des pouvoirs publics pris la main dans le sac. *

D'autre part, c'est peut être le seul cas connu dans l'histoire de la science où l'on abandonne tout espoir après à peine 20 années de recherche et de questionnement et pour cause, ça ne peut pas « leur » rapporter grand chose.

Or, il faudra demain que la communauté humaine, débarrassée du capitalisme prédateur, s'attelle à bras le corps à l'éradication de ce sinistre poison que nous aura laissé le nucléaire à condition que le stockage ne soit pas rendu irréversible. Ces bandits qui nous ont imposé le nucléaire et ses déchets n'ont pas le droit de nous priver en plus de la possibilité de trouver un jour une solution.

Bure, c'est le triomphe du désespoir.

MONSTRUOSITÉ DÉMOCRATIQUE

1- Cigéo à Bure est imposé aux populations et aux élus à coups de dizaines et de dizaines de mil-

lions d'euros d'argent corrompeur depuis 20 ans.

Premier exemple dans l'histoire des institutions où l'on distribue de l'argent avant même qu'il y ait nuisance.

Rappelons que, grâce aux luttes et aux arguments des opposants, l'arrivée des premiers déchets pour l'enfouissement a été repoussée en 2025 s'ils parviennent à leurs fins.

Rappelons que, d'ici là, les élus locaux devront donner des avis.

Comment dire non quand on est arrosé de subventions pour la moindre façade de maison, pour le moindre club sportif, pour la moindre chaîne de montage d'entreprise ?

L'argent sale coule à flots depuis 2 décennies dans ce qui est la plus formidable histoire de corruption institutionnalisée de notre belle « démocratie ».

Du jamais vu !

2- les « grands » élus nationaux s'en foutent et s'en remettent au lobby nucléaire en qui ils ont une foi aveugle ou dont ils sont les relais zélés. En général, ils n'y connaissent rien et ne cherchent pas à se faire une idée objective.

Edifiant : la loi qui a autorisé le processus menant à l'enfouissement a été votée par seulement 17 députés entre Noël et Nouvel An. Bel exemple de civisme pour un projet qui va concerner des milliers de générations !

3- Plus de 40 000 Meusiens et Haut-Marnais ont signé une pétition pour demander à être consultés par référendum : refus des pouvoirs publics au motif qu'il s'agit d'un projet d'envergure nationale et non locale.

Les phases de « débat public » organisées dans le cadre de la Loi sont une pure masca-

rade destinée à faire croire que la démocratie s'exerce. En effet, ces faux débats ne sont que « consultatifs » et n'ont aucune espèce d'influence ni sur les décisions, ni sur le calendrier.

Exemple confondant : en 2005, le 1^{er} débat public organisé a conclu que l'écrasante opinion des participants était pour le maintien en surface des déchets et la recherche de solutions alternatives. Dans la foulée immédiate, le gouvernement a confirmé le choix de l'enfouissement à Bure.

ET SURTOUT MONSTRUOSITÉ ÉCOLOGIQUE

Cigéo à Bure, c'est 99% de la radioactivité des déchets existants qui serait enfouie

au même endroit, des centaines de fois Tchernobyl (25 000 morts), des risques de pollution sur des surfaces inimaginables et la contamination des nappes phréatiques sur des centaines de km².

Cigéo à Bure, c'est la mort qui se prépare, sans espoir de protection.

Où en est-on aujourd'hui ?

La phase dite « expérimentale » est sur le point de se terminer.

L'ANDRA (agence nationale chargée de creuser le trou) achète des milliers d'hectares de terre, prépare les terrains pour l'acheminement par route et par voie ferrée.

En 2017 l'autorisation de construction du centre de stockage proprement dit sera lancée et il sera de plus en plus dur d'interrompre le processus.

Aujourd'hui, on peut encore empêcher cette abomination.

Toutes et tous à Bure le dimanche 7 juin 2015 pour une randonnée informative le matin et un encerclement symbolique du site l'après midi à 15 h !

Nous devons être des milliers ! **

C'est pourquoi les opposants veulent faire de cet été un temps fort, un point de départ, un nouveau souffle pour cette lutte emblématique et essentielle.

Toutes et tous aussi à Bure entre le 1^{er} et le 10 août 2015 pour un temps de réflexion/action. Passage au stade supérieur de la résistance ? ZAD ou pas ZAD ? Toutes les idées et toutes les sensibilités seront les bienvenues pour cette semaine qui doit permettre de donner du sens, de créer du lien, de l'engagement.

Ce sera le point de départ d'une nouvelle phase de rejet massif et construit face à l'aveuglement capitaliste et à la folie nucléaire.

Soyons nombreux ! Faisons tourner l'info !***

TOUTES ET TOUS CET ÉTÉ À BURE

* <http://www.reporterre.net/Le-mensonge-nucléaire-reste-impuni>

** <http://10000pasabure.over-blog.com/>

*** <http://valognesstopcastor.no-blogs.org/files/2015/03/Ram%C3%A8ne-ta-pioche.pdf>

R

Il n'y a pas d'opposition à Cigéo ? Laissez-moi rire !

IL ARRIVE régulièrement qu'on nous demande pourquoi on n'entend pas plus parler du projet Cigéo ailleurs qu'à Bure et dans sa région et pourquoi il y a si peu d'opposants.

Pour le premier point, il est en effet étonnant de constater que huit journalistes de la télévision allemande ZDF se déplacent pour faire un documentaire sur le projet de poubelle nucléaire et pour couvrir le procès de la géothermie contre l'ANDRA, quand dans le même temps les télévisions françaises n'envoient qu'un seul cameraman...

(Mal)heureusement, on entend quand même parler de plus en plus du projet avec le démarrage des travaux qui se rapproche. Mais concernant l'opposition au projet, on vous rassure, elle existe ! Les 20 années de pression, d'arrosage avec des millions d'euros des collectivités, des entreprises, des associations, d'imposition du projet n'ont pas suffi à décourager les habitants de Meuse et de Haute-Marne, qu'ils soient organisés ou pas.



Beaucoup de gens nous disent qu'ils sont solidaires de la lutte, mais qu'eux-mêmes ne savent pas comment agir. La pression dans les villages est importante, il est difficile de s'afficher contre le projet. On peut être montrés du doigt comme profitant de l'argent du GIP (Groupement d'Intérêt Public rebaptisé Graissage Intensif de Pattes) en utilisant, par exemple, les routes refaites avec l'argent de ce dernier sans assumer les raisons de ce déversement financier : accepter une poubelle nucléaire. Bien évidemment, les habitants ne sont pas opposés à la création d'emplois, à la rénovation des routes, à la construction d'équipements culturels et sportifs, rien de tout ça !

Par contre, ceux qui pensent que l'argent peut acheter tout et tout le monde se trompent !

Ce qui a été imposé à ce jour à Bure, c'est un laboratoire de recherches sur l'enfouissement des déchets radioactifs. Le projet Cigéo n'existe pas encore et les déchets ne sont pas arrivés. La Meuse et la Haute-Marne sont belles, leurs habitants accueillants et surtout ils ne lâchent rien !

20 ans que la machine nucléaire travaille à son projet destructeur et 20 ans, qu'avec leurs moyens modestes mais une détermination à toute épreuve, des habitants, des associations, des élus se bougent pour stopper Cigéo. Cela, on le ressent dans nos échanges avec les habitants : le sentiment d'injustice est fort et celui que le projet peut être arrêté aussi ! Ici, l'opposition existe et elle résiste de toute sa force.

Parlons du projet, de ses conséquences présentes et futures sur nos territoires et affichons notre opposition !

Parlons de Bure dans toute la France et au delà !

Le film *À Bure pour l'éternité*, réalisé par les frères Bonetti et diffusé cet été, est en tournée dans toute la France ! Dans ce documentaire de 52 minutes, la lutte à la Maison de Résistance est mise en parallèle avec la démarche de l'écrivain américain Henry David Thoreau, entre autres auteur de l'ouvrage *La Désobéissance civile*. Le film s'attache à donner la parole à toutes celles et tous ceux qui gravitent autour de ce lieu aussi passionnant qu'enrichissant. Le DVD est disponible à la Maison ou sur commande à Sébastien Bonetti au tarif de 10 euros.*

Également diffusé largement lors de projections publiques, le documentaire *Déchets radioactifs : 100 000 ans sous nos pieds ?*, réalisé par Dominique Hennequin fin 2013, offre une vue d'ensemble sur le projet Cigéo en allant à la rencontre de pro-enfouissement et de l'opposition.

Pas besoin de payer des droits de diffusion pour ces deux films pour des projections dont l'entrée est gratuite, il est convenu de seulement prévenir le réalisateur.

Avis donc aux motivés qui souhaiteraient organiser des projections ou discussions près de chez vous.

R

* Contact : sebastien.bonetti@hotmail.fr / 06.03.60.81.00.

Pour connaître tous les lieux de diffusion, rendez-vous sur www.bure-lefilm.fr



Le 11 et 29 décembre 2014 les sites internet cigeo.com, andra.fr et celui du conseil général de la Meuse, ont été bloqués par des militants en protestation contre le projet d'enfouissement nucléaire à Bure. Pacifique, mais impressionnante d'efficacité, cette action a été largement relayée dans les médias locaux parlant « d'attaque informatique ».

Dans les faits il ne s'agit pas davantage qu'un simple sit-in devant une administration, et d'un déploiement de banderole virtuelle. Cette action était assumée, un communiqué de presse avait même été envoyé demandant notamment la mise en place d'un référendum local autour du projet CIGEO. Ni vol, ni casse.

Pourtant l'un des auteurs présumés eut récemment droit à une perquisition des barbouzes de la DGSI (Direction Générale de la Sécurité Intérieure), puis à une garde à vue incluant pressions sur les proches.

Encouragés par les nouvelles lois sur la surveillance généralisée, les services de renseignements ne se sont pas gênés en lui montrant des enregistrements effectués à distance, (depuis décembre 2014) avec la webcam de son propre ordinateur portable !

Comme deux autres personnes impliquées dans cette affaire, ce jeune homme a été inculpé et encourt désormais 10 ans de prison et 150.000 euros d'amende ! *

Quelle incroyable disproportion dans la peine encourue face à un acte militant...

Il est clair que l'État est désormais prêt à tout pour faire taire la contestation jusqu'à faire croire qu'une personne est dangereuse et mérite l'enfermement pour des faits de militantisme. Mais la répression et la surveillance ne nous immobiliseront pas. Nous sommes de plus en plus nombreux et solidaires dans la lutte contre les grands projets inutiles et imposés. Au contraire, notre militantisme et notre action seront renforcés par cette répression absurde.

Soutien total aux inculpé-es !

* nldr : C'est la conséquence des lois antiterroristes de l'automne dernier votées à l'unanimité (ou presque) à l'Assemblée Nationale, en particulier par nos deux « artistes » du mois dernier, les députés Chaynesse Khirouni et Hervé Féron. Comme quoi les socialistes, quand ils veulent jouer les gros bras sécuritaires, eux aussi ils peuvent. (Voir Résister ! 35)

Lorsque je débarquai à Nancy au milieu des années 80, le jeune étudiant que j'étais, découvrit un lieu magnifique pour aller sécher les cours : un vieux cinéma doté d'une seule salle avec parterre et balcon qui programmait des rétrospectives et des films confidentiels. Bonheur du cinéma : voir enfin, des films de qualité sur grand écran. Le ciné-club de Claude Jean-Philippe après Apostrophes ainsi que celui du dimanche soir sur la 3, étaient battus à plate couture. Puis le Caméo, puisqu'il s'agissait de lui, grandit, il se dota d'une deuxième salle, suivie bientôt de deux autres. Plus tard encore, il racheta le cinéma Gaumont proche du Saint-Sébastien et devint avec ses huit salles nancéiennes et ses quatre salles messines un sorte de multiplexe lorrain labellisé « art et essai ».

L'ancien instituteur devenu gérant de cette référence de la culture cinématographique en Lorraine dut un jour se rappeler son premier métier et sa vocation d'apporter au plus grand nombre la culture, la vraie. Il tenta donc de rendre ses cinémas accessibles à tous. Œuvre que continue vaillamment celle qui a repris les rênes depuis quelques mois.

Il bannit les rétrospectives. Les dernières sont je me rappelle datent d'il y a au moins six-sept ans, il s'agissait d'un cycle Duras et du premier volet d'une série de reprises de Fassbinder — tout le monde s'accorda pour dire que ce cinéma d'auteurs intellos n'a pas de public. Je me trompe, la grande rétrospective sur *La Grande Guerre au cinéma* fut bien projetée cet automne, il faut dire que la guerre c'est toujours vendeur...

Progressivement les rééditions se firent de plus en plus consensuelles, à savoir de grands classiques éculés. *Assurance sur la mort* fut ainsi projeté une semaine en janvier, puis repris une autre semaine en avril ; *Peau d'âne* qui eut droit à trois semaines d'affilée en juillet dernier, nous est de nouveau resservi cette semaine ; *Jeux interdits* quatre semaines l'été 2014 et, gagnant toutes catégories, *Paris Texas* cinq semaines ce même été. On ne peut pas ne pas saluer cette belle constance dans les choix cinématographiques...

Pour parfaite cette mue, le Caméo diffuse régulièrement des blockbusters en 3D, mais en VO, attention il s'agit encore d'un cinéma d'« art et essai » ! (Le cinéma en relief, avait été développé dans les années 50 aux États-Unis pour faire revenir les spectateurs en salle,...) Dernier en date, *Mad Max* –



Fury Road, joyau incontestable de la culture cinématographique, un film qui ne peut pas ne pas être projeté dans tout cinéma d'« art et essai » qui se respecte, il a d'ailleurs même été projeté, hors compétition, à Cannes.

Les Caméo respectent, il est vrai les critères d'attribution du label « art et essai » (65 % de films recommandés) et donc des subventions afférentes, soit 101790 € pour l'année 2014 pour les huit salles nancéiennes. Reste que le programmation est bien loin d'être aussi riche et intéressante que lorsque le Caméo n'avait qu'une salle. Mais il est vrai qu'avec huit salles, il faut faire tourner la boutique et donc plus question de prendre des risques inconsidérés, comme projeter par exemple la rétrospective Varda, qui circulait dans les salles, mais pas à Nancy, l'an dernier.

Les cinéphiles nancéiens ont de la chance : avec le TGV ils sont à un peu plus d'une heure et demie des meilleures salles de cinéma. Et s'ils n'aiment pas le train, ils peuvent toujours regarder des DVD.

Bas coup **R**

Nos retraité(e)s s'indignent !!!

Les retraités SUD continuent à tenir à leur local départemental une permanence téléphonique et administrative le troisième mardi de chaque mois.

L'Est républicain vient de l'annoncer à ses lecteurs sous la forme d'une courte brève.

Ils s'y retrouveront le mardi 16 juin 2015, de 10 heures à midi, avant la période estivale et avant la tenue de leurs réunions mensuelles qui auront pour toile de fond l'état des mobilisations en cours et le bilan du 1^{er} mai 2015.

Bon nombre d'âinés et d'anciens ont un ressenti similaire à ce retraité qui s'est exprimé dans l' *Est républicain*, le canard local, dans son édition du 4 mai 2015 :

« *Pauvre retraite.*

Qui sème la misère récolte la tempête. M le Président, M le Premier ministre, pourriez-vous vivre avec moins de 1 000 € par mois alors que vous avez décidé décidé d'appauvrir encore plus les retraités en n'augmentant pas les retraites ? Sous prétexte de l'inflation mais sans tenir compte des augmentations EDF, gaz, loyer, charges, impôts, mutuelles etc. Vous aurez 35 000 euros de retraite mensuelle compte tenu de vos différents mandats ; en 2017, vous bénéficierez de primes et de tous les avantages, ayez un peu de respect pour nous.

À la fin de la journée, nous sommes fatigués. »

Retrouverons nous les seniors las de la perte vertigineuse et cruelle de leur pouvoir d'achat à nos côtés aux prochaines manifs ?

Contact : Jean-Louis Collinot, 06 59 02 38 96, 09 83 37 35 99 ou 03 83 35 01 48 (ligne de SUD EDUCATION et de SOLIDAIRES 54).

Ma noire industrie !



Les mines ont fermées les unes après les autres. La sidérurgie lorraine est moribonde. Aujourd'hui ce sont les derniers bastions de la métallurgie qui s'enfoncent dans les ténèbres des disparus, qui s'engagent dans la nuit crépusculaire du « grand marché international », soumis à la dictature de la finance mondiale.

Dans le précédent numéro de Résister, nous vous avons raconté la sortie de route de Mory Global. Patrick, plus de 25 ans d'ancienneté, nous avait expliqué comment des « charognards financiers internationaux » mettaient fin prématurément à son activité professionnelle. Son frère Daniel bosse à Custines dans l'une des dernières forges industrielles... pour combien de temps encore ? Nous l'avons rencontré ainsi que Bernard, un camarade de travail, devant leur Manoir !



Ici point de grandes allées bordées de marronniers séculaires ni de lourdes grilles en fer forgé pour annoncer une entrée majestueuse. La vie de château a quitté les lieux depuis longtemps, si tant est qu'elle n'ait jamais existée dans cette usine de production de pièces pour le BTP, l'armement, l'aéronautique, l'industrie automobile... L'histoire, leur histoire avait pourtant bien commencée, il y a 40 ans pour l'un et 35 ans pour l'autre.

Ouvriers de père en fils, le père de Daniel était sidérurgiste à la SNAP voisine, la Société Nouvelle des Acières de Pompey, celle qui est inscrite au Panthéon de notre patrimoine industrielle pour avoir fabriqué les poutres de la tour Eiffel et qui a fermé ses portes en 1986.

Après quelques années passées à la menuiserie de son village, le père de Bernard a travaillé à Manoir Industries dès son implantation à Custines en 1962. Groupée à la forge de Bar/s/auve, l'entreprise s'appelait alors Bar Lorforge. Très rapidement, l'entreprise connaît un essor industriel important de par la qualité de sa forge et de son estampage. Elle comptera jusqu'à 6 ou 700 employés sur le seul site de Custines. A partir des années 80, le ciel s'assombrit. L'entreprise enchaîne les plans sociaux : 1978, 1982, 1986, 1993... avec leurs lots de licenciements.

En 1987, c'est la fusion avec Manoir Industries, forge du nom de la ville Le Manoir dans l'Eure. Quelques années plus tard, l'actionnariat jusque-là industriel passe à un actionnariat financier

avec l'arrivée d'un investisseur chinois Yantai. En 2013, le groupe industriel privé Taihai, leader Chinois pour le nucléaire, s'associe à Yantai et fait ainsi l'acquisition de Manoir Industries, qui compte alors 1600 employés dont 900 en France.

Janvier 2015. La direction de Manoir Industries déclare en cessation de paiement la forge de Custines et ses 184 salariés, dont la moitié est composée de cadres ou d'administratifs. Placée en redressement judiciaire, l'établissement dispose de quelques mois pour trouver un repreneur. Il n'y a pas bousculade au portillon. Un investisseur indien se manifestera sans donner suite. Des bruits ont couru que l'entreprise sidérurgique Ascometal, qui dispose d'une usine employant 80 salariés à quelques centaines de mètres de Manoir Industries, se serait intéressée à la reprise. Hypothèse peu probable quand on sait que cette entreprise était elle-même en redressement judiciaire l'an dernier suite à un contentieux avec ses actionnaires : un fond de pension américain et deux grosses banques américaines elles aussi ! Selon la CGT, syndicat majoritaire, c'est le projet du directeur du site qui est étudié par le tribunal qui devrait rendre son jugement le 1^{er} juin. Si ce projet, qui ne conserverait qu'une petite centaine d'emplois, n'était pas retenu, il resterait un projet de SCOP (Société Coopérative Ouvrière de Production), avancé par des cadres de l'usine mais qui ne reprendrait que 60 salariés sur les 184 actuels !



Daniel et Bernard attendent le jugement du tribunal de commerce qui se réunira le 1^{er} juin prochain. Ils s'inquiètent pour l'avenir de leurs plus jeunes collègues et plus globalement pour l'emploi dans leur bassin. Ne peut-on pas s'interroger enfin sur les véritables motivations de ces investisseurs chinois qui avaient reçu le feu vert du ministère de l'économie et des finances en raison des activités stratégiques de cette entreprise (!) et qui, à peine deux ans après l'avoir acquise avec ses connaissances, son savoir-faire et sa technologie, s'en séparent si vite ? À suivre...

Léon de Ryel



C'est pour un renseignement ...

Le 5 mai dernier le projet de loi relatif au renseignement à été soumis à l'Assemblée Nationale.

Le résultat du scrutin est sans équivoque :

suffrages exprimés : 524 (sur 566 inscrits), pour l'adoption : 438, contre : 86.

Comment et pourquoi un vote peut il recueillir près de 84 % d'avis favorables, frôlant ainsi la presque unanimité ?

Qu'est ce que cette loi ?

D'abord, évidemment, la proximité des attentats de janvier était une occasion trop belle pour ne pas enfoncer le clou de ce qui avait déjà commencé à être préparé en 2013. 2013, c'est l'adoption de la loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019. Programmation militaire, attentats terroristes, des « je suis Charlie » partout, le moment était donc tout à fait opportun d'en remettre une couche.

L'idée (fixe) de cette loi est simple : mettre sous surveillance l'ensemble des communications de tout un chacun. Il s'agit bien d'une surveillance de masse. Mais elle ne serait rien sans l'approbation « populaire ». Journaux télévisés, débats tronqués, images chocs, la parfaite orchestration des médias dominants a permis de l'obtenir. Les députés « représentants » du peuple n'avaient plus qu'à refléter ce bel accord. Il faut dire que beaucoup d'individus communicants, cette nouvelle race née à la fin du xx^e siècle, avaient déjà donné largement leur accord à Facebook, Apple, Gmail et autres descendants de MSN. Rien d'étrange, dès lors, à ce qu'ils ne voient pas à mal.

Jusque-là, la législation sur la pratique et les techniques utilisées dans le renseignement étaient relativement strictes. Cas exceptionnels, autorisation préalable de la justice, possibilité de recours...

C'est tout cela qui vient de disparaître. Puisque ces quelques garde-fous existaient, les pratiques auxquelles les services de renseignement avaient recours étaient souvent à la limite de la légalité. Il fallait donc faire tomber ces obstacles au délire sécuritaire. La nouvelle loi légalise ces pratiques de tordus barbouzes en permettant ce qui hier était illégal.

Oui mais nous sommes en guerre bonnes gens. En guerre contre le terrorisme. Ne seriez-vous pas patriote ? Seriez-vous un terroriste ? Par un discours aussi simpliste que fascinant, les médias tentent de me convaincre. Et bien non, je ne suis ni terroriste ni patriote. Comme tant d'autres. Et pourtant, les moyens de surveillance de masse qui viennent d'être légalisés font que je serais suivi, traqué, écouté sans vergogne.

Le terrorisme ne vient d'ailleurs qu'après bien d'autres raisons dans le texte adopté.

Parmi celles qui la précède, il faut noter :

« Les intérêts majeurs de la politique étrangère et la prévention de toute forme d'ingérence étrangère » ;

« Les intérêts économiques, industriels et scientifiques majeurs de la France » ;

Les étrangers qui en veulent à ce beau pays....

Le nucléaire n'est il pas un intérêt économique, industriel et scientifique majeur de la France ? Malgré la gabegie d'Areva...

Plus bas, d'autres raisons :

« La prévention des atteintes à la forme républicaine des institutions, des violences collectives de nature à porter atteinte à la sécurité nationale »

Un occupant zadiste, un anarchiste exprimant son opinion ou plus simplement une manifestation syndicale donnant lieu à quelques échanges musclés avec les représentants de cette « forme républicaine » sont donc maintenant concernés.

Pour tout contrôle, une nouvelle commission dite « Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) » est créée.

« La décision du Premier ministre est communiquée sans délai à la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement. Lorsqu'il a délivré une autorisation après un avis défavorable de la commission, le Premier ministre indique les motifs pour lesquels cet avis n'a pas été suivi. »

Son rôle est donc ... consultatif. Le Premier ministre peut suivre ou non son avis. Les pleins pouvoirs en la matière, en quelque sorte.



Lutte collective ?

Que ce texte soit ou non amendé par le Sénat devant lequel il est étudié maintenant ne change rien à la détermination qui devrait être la nôtre de le faire abroger. Pourquoi si peu de réactions au passage d'une loi liberticide dès qu'elle est enrobée de fatras technologique ? L'aspect incolore, inodore et enfin indolore des outils utilisés ne devrait pas nous abuser. Il ne resteront pas indolores pour ceux qui seront poursuivis sur la base de soupçons algorithmiques produits par les boîtes noires installées en tout point des réseaux de communication. Attendrons-nous les emprisonnements arbitraires, puisque c'est de cela qu'il s'agit, avant de lutter collectivement et prioritairement contre cette dérive totalitariste ? L'entente entre la droite dure et la gauche molle n'a pour seul objectif que leur maintien aux commandes de la société. Un maintien par des moyens policiers même s'ils sont revisités par le XXI^e siècle. Ce n'est qu'en prenant pleinement conscience de ce qui se joue avec cette attaque pour le contrôle et la disparition des mouvements d'oppositions révolutionnaires et sociaux que nous pourrions agir collectivement.



Plus d'informations à partir de ce site : <https://sous-surveillance.fr>

**Marche des fiertés LGBT Lorraine
samedi 30 mai 2015 - Nancy
Cours Léopold - 14 h**

- 15 h : Discours unitaire
- 15 h 30 : Départ de la Marche
- 17 h 30 : Arrivée place Charles III

**Le collectif Debout! fête ses 5 ans !
samedi 30 mai
103 Ave de la Libération - Nancy**

- 19 h : Karaoké féministe
- 19 h 20 : Rétrospective des 5 ans
- 20 h : Olympe Debout présente son livre « La quête de la vérité »
- 20 h 15 : Lectures des Monologues du vagin
- 20 h 45 : Slams sur le thème du féminisme

Cercles de silence

Nancy Pont-à-Mousson

30/05 et 27/06 à 15 h 13/06 à 10 h 30
place Stanislas place Duroc

Des films à boire

**Courts métrages
Bar le Refuge
22 rue des Soeurs Macarons - Nancy**

lundi 1er juin à 19 h

Résister! #37

redaction@crr54.lautre.net

Date limite d'envoi des articles : 28/06/2015 - Comité de rédaction : 29/06/2015 - Date de parution : 03/07/2015

Points de dépôts :

- * Croc'us : 137, rue Mac Mahon - Nancy
- * Laissez-nous cuire : 78, rue Charles Keller - Nancy

- * Vêt Ethic : 33 rue St Michel - Nancy
- * CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy
- * Tabac Merlin - 58, rue Isabey à Nancy

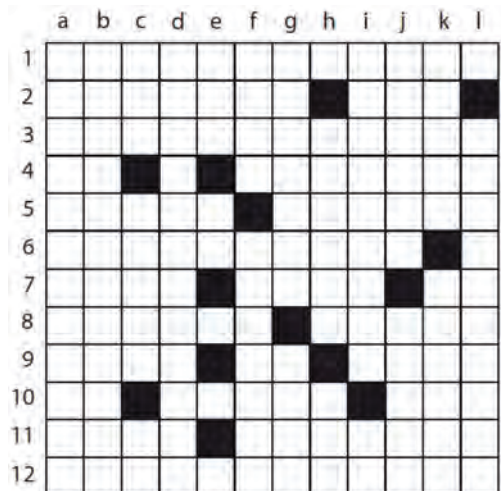
Les Mots croisés de Jiji

Horizontalement

- 1 - Nouveaux glands du chêne populaire.
- 2 - Notés. Star system chinois.
- 3 - Tournent à gauche mais restent mous.
- 4 - En latin comme en anglais. Useront de la funèbre urne.
- 5 - Irlandais primitif. Souffla.
- 6 - De la première Lune.
- 7 - Voix d'en haut. Isis. Moqué.
- 8 - Chant romantique. Souvent derrière les barreaux.
- 9 - Limousine. Vieux chauffeur. Poids lourd.
- 10 - Cithare. Conformes. Particulier.
- 11 - Conard du VI^{ème}. Pourvue.
- 12 - Concept d'Heidegger.

Verticalement

- a - Ici, lotharingisme.
- b - Divinement pénétrées.
- c - Perdue en gare. Grande maison. Marque la spécialité.
- d - Très contemporain.
- e - Descendue. Renvoie à l'auteur.
- f - Village du Cher sous tension nucléaire. Relatent.
- g - Coupais le contact. Facture.
- h - Comprises. Perla.
- i - Fanatiques. Feuille de chou indigeste.
- j - Saturons la thyroïde. Relance le gibier.
- k - Bigarrent. Sonnaît juste.
- l - Mal rougie.



	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	
1	D	E	P	A	R	T	E	M	E	N	T	S	
2	I	N	A	C	T	I	V	A	T	I	O	N	
3	C	E	R	C	L	A	I	T		A	R	O	
4	T	R	O		G	L	A	S	G		S		
5	A	G	I	L	E	S		M	U	A		B	
6	T	E		E	L		I	O		R	I	O	
7	O	T	A	R	I	E		R	D	A		A	
8	R	I	B		S	O	C	I	O		O	R	
9	I	S	S		S		S		S		P	E	
10	A	M	E	N	E		E	M	E	N	D	E	
11	L	E	N	I	T	I	V	E		T	E	R	
12	E	S	T	R	A	P	A	S	S	E	E	S	

Solutions numéro précédent